

**RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE
COMMUNE D'AUDERGHEN**Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevins* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne
Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora
Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusé

Gabriela Banu, *Conseiller communal*.

Séance du 25.06.26

#Objet : Règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem #

Séance publique

Participation citoyenne

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale, notamment son article 117 ;

Vu la Déclaration de Politique Générale 2024–2030 ;

Considérant que la commune d'Auderghem développe depuis plusieurs années une politique active de participation citoyenne, fondée sur une diversité de formats et de dispositifs destinés à renforcer l'implication des habitants dans la vie locale, à faire remonter les besoins et perceptions du terrain et à mieux associer les citoyens à la compréhension et à l'évolution des politiques publiques ;

Considérant que cette dynamique s'est traduite, au cours de la période 2020–2025, par la mise en place et l'animation de plusieurs outils participatifs, parmi lesquels l'Assemblée des Habitants, les Assemblées de Quartier, le Budget Partagé, différents formats de consultation et de dialogue de proximité, ainsi que le développement d'une plateforme participative officielle permettant de centraliser certaines démarches citoyennes ;

Considérant que, sur la période 2020–2025, les dispositifs participatifs développés à Auderghem ont touché entre 8.000 et 10.000 habitants, soit environ un tiers de la population adulte de la commune, ce qui témoigne d'un intérêt réel pour les démarches participatives portées par la Commune et d'une capacité effective à mobiliser les habitants autour d'enjeux collectifs ;

Considérant que la Commune a néanmoins souhaité conduire un diagnostic approfondi de cette politique de participation, afin d'en consolider les acquis et d'en faire évoluer les modalités lorsqu'elles apparaissaient insuffisamment lisibles, inclusives ou adaptées aux objectifs poursuivis ;

Considérant que ce diagnostic a reposé notamment sur une enquête de satisfaction ayant recueilli près de 700 réponses, sur l'organisation d'une Assemblée des Habitants spéciale consacrée à l'évaluation des dispositifs participatifs, sur un colloque international, sur un groupe de travail pluridisciplinaire réunissant chercheurs, praticiens, fonctionnaires, élus et citoyens, ainsi que sur une validation académique par le Policy Lab de l'ULB ;

Considérant que ce travail a mis en évidence, d'une part, les acquis importants des dispositifs existants — notamment leur capacité à créer des espaces utiles de dialogue, d'expression et de proposition, à favoriser une participation concrète des habitants et à inscrire progressivement la participation dans les pratiques communales — mais, d'autre part, également plusieurs limites structurelles qu'il convenait de dépasser ;

Considérant que ces limites tiennent notamment à la difficulté de fidéliser durablement des publics sous-

représentés, en particulier les jeunes, les femmes, les personnes en situation de précarité et les personnes d'origine étrangère, au manque de clarté des missions, des attentes et des marges de manœuvre propres à chaque dispositif, à l'essoufflement progressif de certaines démarches et à la concentration de la participation chez des publics déjà fortement engagés, aux frustrations liées aux contraintes de faisabilité, aux délais de mise en œuvre et aux limites budgétaires, à la fragmentation des initiatives, marquée par une multiplication et une dispersion des dispositifs, ainsi qu'aux tensions pouvant apparaître dans le triangle citoyens – administration – élus ;

Considérant que l'enquête de satisfaction a également révélé un écart important de notoriété entre les différents dispositifs, le Budget Partagé étant connu de 84 % des répondants, contre 48 % pour l'Assemblée des Habitants et 40 % pour les Assemblées de Quartier, ce qui confirme la nécessité de simplifier l'architecture générale de la participation citoyenne à Auderghem et de mieux clarifier la fonction de chaque outil dans l'écosystème communal ;

Considérant que la stratégie de participation 2026–2030 répond à ce diagnostic par une architecture simplifiée et plus lisible, fondée sur deux dispositifs structurants complémentaires, articulés entre eux, en lieu et place d'un empilement de démarches parfois insuffisamment compréhensible pour les habitants ;

Considérant que cette nouvelle architecture poursuit plusieurs objectifs convergents, à savoir clarifier le rôle respectif des dispositifs participatifs, améliorer leur articulation avec l'administration et la décision politique, renforcer la diversité réelle des profils impliqués, soutenir une participation plus continue et plus structurée dans le temps et consolider une politique de participation communale plus inclusive, plus robuste et plus lisible ;

Considérant que, dans ce cadre, la Nouvelle Assemblée des Habitants constitue le dispositif structurant d'évaluation citoyenne à l'échelle communale, tandis que le Budget Partagé 2.0 constitue le dispositif structurant de proposition, de priorisation et d'investissement citoyen, et que la Nouvelle Assemblée des Habitants n'a pas vocation à remplacer les autres formes de participation mais bien à en constituer l'évolution et le prolongement, afin de permettre un travail plus continu, plus structuré et mieux outillé sur la durée de la législature ;

Considérant que la Nouvelle Assemblée des Habitants a pour finalité de constituer un dispositif d'évaluation citoyenne complémentaire aux institutions communales existantes, intervenant en appui pour éclairer la décision politique, sans se substituer ni au Conseil communal, ni au Collège, ni à l'administration communale ;

Considérant que ce dispositif doit permettre de structurer un regard citoyen collectif sur la mise en œuvre des politiques communales, à partir d'une reddition de comptes de l'administration, d'un travail en sous-groupes sur des axes jugés prioritaires, d'une restitution publique des constats et recommandations et, au terme de la législature, de l'élaboration d'un mémorandum ;

Considérant que l'un des enseignements majeurs du diagnostic 2020–2025 est la nécessité de dépasser une simple ouverture formelle à la participation et de mettre en place des mécanismes concrets permettant une accessibilité réelle du dispositif pour des habitants aux profils diversifiés, y compris ceux qui sont habituellement plus éloignés des démarches participatives ;

Considérant que la nouvelle stratégie, et en particulier la Nouvelle Assemblée des Habitants, intègre à cette fin plusieurs mesures d'inclusivité, parmi lesquelles un recrutement fondé sur un appel ouvert complété par un tirage au sort stratifié, des actions de mobilisation et d'accompagnement à l'inscription, un formulaire unique de candidature accessible à la fois en ligne et sur support papier, une démarche ciblée de relais d'information et d'invitation à candidater pour certains profils sous-représentés, la possibilité de mettre en place des aménagements liés aux horaires, à la langue de travail, à l'accessibilité, à la mobilité et à la parentalité, ainsi qu'un défraiement forfaitaire destiné à soutenir la participation effective des membres ;

Considérant que la composition de la Nouvelle Assemblée des Habitants vise la diversité de la population auderghemoise, sans poursuivre une représentativité statistique stricte, et qu'elle doit permettre de prendre en compte différentes caractéristiques significatives de la population, notamment en termes de genre, d'âge, de niveau d'étude, de situation professionnelle, de type de ménage et de charge, de durée de résidence, de type de logement et de répartition territoriale ;

Considérant que le règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem a pour objet de fixer le cadre général du dispositif, ses principes directeurs, ses missions, sa composition, son fonctionnement, ses livrables, ses mécanismes de transparence ainsi que ses garanties générales ;

Considérant qu'il est apparu nécessaire de doter le dispositif d'un cadre réglementaire propre, clair et

structuré, afin d'en assurer la lisibilité pour les habitants, les élus et les services, de sécuriser son fonctionnement et de garantir un cadre stable à sa mise en œuvre sur la durée de la législature ;

Considérant que les modalités détaillées du processus de recrutement, de constitution de la liste de réserve et du traitement des données à caractère personnel font l'objet d'un règlement distinct relatif au recrutement de la Nouvelle Assemblée des Habitants, soumis au Conseil communal dans un point séparé ;

Considérant que, compte tenu du calendrier de fixation de l'ordre du jour du prochain Conseil communal, il y a lieu d'adopter le règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem ;

Arrête ce qui suit :

Règlement relatif à la Nouvelle Assemblée des Habitants d'Auderghem

Article 1. Principes directeurs

Dans le cadre de la stratégie de participation 2026-2030, la Nouvelle Assemblée des Habitants a pour principes directeurs :

- Renforcer la confiance et les liens entre les citoyens, l'administration et les élus ;
- Enrichir la mise en œuvre des politiques communales par un regard ancré dans la réalité quotidienne des habitants ;
- Construire et évaluer l'action publique à partir des besoins et attentes concrets des citoyens ;
- Favoriser une participation citoyenne diversifiée, en allant en particulier à la rencontre des habitants les moins familiers des démarches participatives.

Ces principes directeurs guident l'organisation des travaux et l'élaboration des livrables prévus par le présent règlement.

Article 2. Missions de la Nouvelle Assemblée des Habitants

La Nouvelle Assemblée des Habitants exerce trois missions principales :

Mission d'évaluation des politiques communales

La NAH évalue annuellement la mise en œuvre de la feuille de route déclinant la Déclaration de Politique Générale (DPG). On entend par « feuille de route » le document opérationnel adopté par le Collège, déclinant les engagements de la DPG en actions et projets planifiés, actualisé au moins une fois par an avant les journées de travail de la NAH. La feuille de route est datée, versionnée et rendue accessible au public via les canaux officiels de la Commune ; toute mise à jour est communiquée à la NAH dans le cadre de la reddition de comptes.

Cette évaluation repose sur un périmètre clairement défini à l'article 3, une méthode définie à l'article 8, et des livrables identifiés à l'article 10. Elle enrichit le travail de l'administration par un regard citoyen centré sur les perceptions, besoins et attentes des habitants.

Mission de formulation de recommandations

Au terme de la législature, la NAH élabore un mémorandum synthétisant ses constats et recommandations.

Ce mémorandum est finalisé et rendu public au plus tard le 31 mars de l'année de l'élection communale, et en tout état de cause au moins six mois avant la date officielle du scrutin, afin d'en garantir la visibilité sans interférer avec la période de campagne électorale.

Mission de contribution au Budget Partagé 2.0

Lors des éditions du Budget Partagé 2.0, dont le calendrier est fixé par le Collège, la NAH contribue conjointement avec le Collège à définir les types de projets qui feront l'objet d'une surpondération. Le Collège fixe seul le quotient de surpondération applicable.

On entend par « quotient de surpondération » le coefficient multiplicateur, compris entre 1 et 2, appliqué aux votes obtenus par les projets répondant aux critères de surpondération définis, selon les modalités prévues par le règlement du Budget Partagé 2.0. Un quotient de 2 correspond au maximum autorisé (100 %), soit un doublement des votes.

La NAH intervient en appui pour éclairer la décision politique. Elle ne se substitue ni au Conseil communal, ni au Collège, ni à l'administration communale.

Les livrables de la NAH ont une portée consultative. Le Collège apporte une réponse formelle aux constats et recommandations de la NAH lors de la restitution au Conseil communal, en indiquant les suites qu'il entend y donner.

Article 3. Périmètre de l'évaluation

La mission évaluative de la Nouvelle Assemblée des Habitants porte sur :

- La feuille de route déclinant la Déclaration de Politique Générale (DPG), en particulier les projets et actions structurants de la législature et les engagements politiques explicitement inscrits dans ce document ;
- Les rapports d'activités des différents services communaux, comme sources d'information additionnelles.

Ne font pas l'objet de l'évaluation les processus d'évaluation de la qualité des services directs rendus aux citoyens organisés par l'administration, tels que les audits de type mystery shopping.

L'évaluation est évolutive : des projets non planifiés initialement peuvent émerger en cours de législature et être intégrés à la feuille de route, pour autant qu'ils s'inscrivent dans les axes existants de la DPG. La NAH évalue la feuille de route telle qu'elle existe à un moment donné, y compris les projets intégrés en cours de mandat.

L'administration communale transmet à la NAH une reddition de comptes actualisée sur l'état d'avancement des projets inscrits dans la feuille de route avant la première journée de travail annuelle et, le cas échéant, avant chaque journée d'évaluation en sous-groupe. Cette reddition de comptes est la condition préalable au bon déroulement des travaux d'évaluation.

Article 4. Composition de la Nouvelle Assemblée des Habitants

La Nouvelle Assemblée des Habitants est composée de 33 citoyens auderghemois.

Sa composition vise la diversité de la population auderghemoise plutôt qu'une représentativité statistique stricte. Elle reflète autant que possible les différents profils sociodémographiques de la commune, dont notamment le genre (femmes/hommes), l'âge, le niveau d'études, le type de ménage, le nombre d'enfants à charge, le type de logement, la durée de résidence, la langues de participation et la répartition territoriale.

Sans viser une représentativité statistique stricte, la composition du panel doit permettre de prendre en compte la diversité des caractéristiques significatives de la population auderghemoise et ne peut exclure l'une des catégories suivantes :

- diversité de genre (femmes/hommes) ;
- tranches d'âge ;
- niveaux d'études ;
- situations professionnelles ;
- types de ménage et nombre d'enfants à charge ;
- durées de résidence à Auderghem ;
- types de logement ;
- langues de participation ;
- répartition territoriale (quartier/secteur).

Il est entendu qu'un même membre peut appartenir à plusieurs catégories. Pour l'application du présent règlement, la localisation territoriale est appréciée sur la base des secteurs statistiques au sens de Statbel, tels qu'exploités à l'échelle bruxelloise par l'IBSA.

La diversité du panel est recherchée au moyen d'un tirage au sort stratifié parmi les candidatures volontaires, complété par des actions de mobilisation et, le cas échéant, par une démarche ciblée de relais d'information et d'invitation à candidater.

Les membres sont désignés selon trois modalités complémentaires :

- un tirage au sort stratifié parmi les personnes inscrites volontairement à la suite d'un appel ouvert, selon les critères de diversité sociodémographique définis par le règlement relatif au recrutement de la Nouvelle Assemblée des Habitants ;
- une mobilisation individualisée, afin d'atteindre des citoyens moins susceptibles de répondre spontanément à l'appel ;
- une démarche ciblée de relais d'information et d'invitation à candidater lorsque certaines catégories de population ou certaines zones du territoire communal demeurent sous-représentées, est mise en œuvre selon les modalités prévues par le règlement relatif au recrutement de la Nouvelle Assemblée des Habitants.

Certaines variables sociodémographiques utilisées pour soutenir la diversité (notamment type de logement,

composition du ménage, durée de résidence) peuvent exposer à un risque de stigmatisation si elles étaient diffusées ou utilisées à d'autres fins. En conséquence, ces variables sont accessibles uniquement aux agents communaux habilités du Service Participation et ne sont utilisées qu'aux fins de constitution du panel (stratification/diversité). Elles ne sont ni publiées, ni communiquées aux membres de l'Assemblée, ni partagées à des tiers, sauf obligation légale.

Les membres de la Nouvelle Assemblée des Habitants sont désignés pour un premier mandat de 2 ans. À l'issue de cette période, les membres qui souhaitent poursuivre leur engagement peuvent être reconduits, dans la limite de deux renouvellements maximum sur l'ensemble de la législature. Il n'est pas procédé à un renouvellement complet du panel à l'issue de chaque période de 2 ans. Les départs éventuels sont compensés au fur et à mesure via la liste de réserve, de manière à assurer la continuité des travaux, à préserver la cohérence du travail collectif et à permettre la préparation du mémorandum de fin de législature.

L'Assemblée tend vers la parité entre les femmes et les hommes.

Tout membre est tenu de signaler au Service Participation toute situation de conflit d'intérêt potentiel (intérêt personnel direct, lien familial ou professionnel avec un projet évalué, etc.) et de se déporter de l'examen de la question concernée. En cas de doute sur l'existence d'un conflit d'intérêts, le Service Participation apprécie, après échange avec le membre concerné, la nécessité d'un déport afin de préserver l'intégrité des travaux.

Les conseillers communaux, les conseillers du CPAS, les membres du Collège, les ministres et les parlementaires ne peuvent pas être membres de la Nouvelle Assemblée des Habitants.

Lorsque la Nouvelle Assemblée des Habitants agit collectivement comme porteuse d'un projet dans un autre dispositif participatif communal, elle ne participe pas aux échanges, recommandations ou prises de position portant spécifiquement sur ce projet. Le Service Participation organise les modalités nécessaires pour prévenir tout conflit d'intérêts collectif.

Article 5. Tirage au sort et recrutement

Le recrutement des membres de la Nouvelle Assemblée des Habitants repose sur un appel ouvert à candidatures, un tirage au sort stratifié parmi les personnes inscrites, une liste de réserve et, le cas échéant, des modalités complémentaires de mobilisation et de relais d'information visant à renforcer la diversité des profils.

Les modalités détaillées de ce processus, y compris les conditions d'inscription, le formulaire unique de candidature, les critères de stratification, la constitution de la liste de réserve, la gestion des remplacements et les règles applicables au traitement des données à caractère personnel, sont fixées par le règlement relatif au recrutement de la Nouvelle Assemblée des Habitants adopté par le Conseil communal.

Le recrutement repose sur l'inscription volontaire. La Commune ne recourt pas aux registres de la population pour constituer un échantillon nominatif d'invitation dans le cadre du dispositif, sauf modification du présent règlement et du règlement relatif au recrutement, adoptée par le Conseil communal.

Article 6. Calendrier sur la législature

La Nouvelle Assemblée des Habitants est organisée sur la durée de la législature selon le calendrier suivant. Le Collège arrête un calendrier pluriannuel des jalons principaux pour l'ensemble de la législature ; les modalités pratiques sont communiquées à l'avance aux membres :

- Démarrage de la législature : appel à candidatures (notamment via un envoi toutes-boîtes), inscription volontaire, tirage au sort, installation et formation des membres ;
- Sur la durée de la législature : cycles annuels d'évaluation comprenant cinq journées collectives de travail : une journée consacrée à la prise de connaissance de la reddition de comptes et à la définition des axes de travail par l'ensemble des membres, trois journées d'évaluation organisées en sous-groupes (à raison d'une journée par sous-groupe) et une journée de restitution publique ouverte à l'ensemble des membres. Chaque membre participe à trois de ces cinq journées : la journée de définition des axes, la journée d'évaluation de son sous-groupe et la journée de restitution publique
- Mémorandum : finalisé et rendu public au plus tard le 31 mars de l'année de l'élection communale, et en tout état de cause au moins six mois avant la date officielle du scrutin, conformément à l'article 2.

Ce calendrier peut être adapté par le Collège en cas de contraintes exceptionnelles, par délibération motivée et après information du Conseil communal.

Article 7. Fonctionnement

7.1. Rythme et organisation des travaux

La Nouvelle Assemblée des Habitants se réunit selon un rythme annuel de cinq journées de travail :

- une journée consacrée à la prise de connaissance de la reddition de comptes et à la définition des axes de travail ;
- trois journées consacrées à la mission d'évaluation, organisées en sous-groupes (une journée par sous-groupe) ;
- une journée de restitution publique des constats et recommandations.

La mission d'évaluation étant organisée en sous-groupes, chaque membre participe à la journée consacrée à la définition des axes de travail, à la journée d'évaluation de son sous-groupe et à la journée de restitution publique, soit trois journées par cycle annuel.

Chaque sous-groupe travaille sur un axe de travail distinct, selon le périmètre défini à l'article 3. Lors de la séance d'installation, les membres de la NAH définissent leurs modalités pratiques d'organisation (canaux de communication et répartition des rôles) au sein de l'Assemblée. Ces éléments relèvent de modalités pratiques d'organisation et ne constituent pas un règlement autonome distinct du présent règlement.

Les décisions au sein de la NAH sont prises par consentement. L'opposition fondamentale est formulée par écrit par le membre concerné, avec motivation. En cas d'opposition persistante après un second tour de délibération, le Service Participation consigne la divergence dans le procès-verbal et les travaux se poursuivent en faisant mention de cette position. Les constats et recommandations font l'objet d'une traçabilité formalisée (procès-verbal ou note de synthèse), mentionnant le cas échéant les positions divergentes.

Le Service Participation veille au bon déroulement des travaux dans le respect de la neutralité et de l'indépendance de l'Assemblée.

7.2. Formation et inclusion

Avant le premier cycle annuel d'évaluation, les membres participent à une séance d'installation qui comprend une formation préalable à la prise de fonction, portant notamment sur les missions de la NAH, le cadre méthodologique d'évaluation, le mode de décision par consentement et le fonctionnement des politiques communales. Cette séance d'installation n'a lieu qu'une fois, au démarrage du dispositif. Les membres recrutés en cours de législature bénéficient d'une mise à niveau organisée par le Service Participation.

Une indemnité forfaitaire de défraiement est octroyée à chaque membre pour sa présence effective à chaque journée de travail, afin de compenser les frais et contraintes liés à la participation (déplacement, organisation familiale). Elle n'est pas versée en cas d'absence, même justifiée. Le montant est fixé par le Collège, à titre forfaitaire, dans le respect du plafond légal applicable aux indemnités de bénévolat et des règles légales et réglementaires applicables.

Pour garantir l'inclusivité du processus et faciliter la participation effective de l'ensemble des membres, des aménagements peuvent être mis en place par le Service Participation en fonction des besoins identifiés (notamment en matière d'horaires, de langue de travail, d'accessibilité, de mobilité et de parentalité), dans la limite des moyens disponibles et selon les modalités arrêtées par le Collège le cas échéant.

7.3. Présences, continuité et remplacements

La participation à la séance d'installation, qui comprend la formation préalable, est requise. Est considérée comme participation incomplète l'absence pour plus de la moitié de la durée de la séance concernée. En cas d'absence non justifiée ou de participation incomplète au sens ci-dessus à cette séance, le membre peut être remplacé, sauf motif exceptionnel apprécié par le Service Participation.

Suivi des présences sur l'ensemble du mandat

La participation effective aux travaux est essentielle à la continuité et à la qualité des productions de l'Assemblée. Les absences aux journées de travail auxquelles le membre est convoqué font l'objet d'un suivi individualisé par le Service Participation.

En cas d'absences non justifiées répétées, et notamment à partir de deux absences non justifiées au cours du mandat, le Service Participation peut proposer un remplacement afin de garantir la continuité des travaux. Dans la mesure du possible, un échange préalable est organisé avec le membre concerné avant tout remplacement, afin de comprendre les obstacles rencontrés et d'identifier des solutions. Le membre concerné est informé par écrit de la décision de remplacement et des motifs qui la fondent.

Absences justifiées et mécanisme de continuité

Sont considérés comme justifiés les motifs familiaux majeurs ou professionnels impérieux, signalés au Service Participation dans la mesure du possible.

Aucun justificatif médical, certificat, ni détail relatif à la santé n'est collecté ni conservé. Seule la qualification « absence justifiée / absence non justifiée » est enregistrée à des fins de suivi de participation.

L'indemnité forfaitaire de défraiement n'est pas versée pour la journée concernée.

Afin de limiter l'impact de toute absence sur la continuité des travaux, un mécanisme de continuité peut être mis en place par le Service Participation, selon les modalités qu'il juge appropriées au regard de la situation.

Si le membre indique ne pas être en mesure de poursuivre ou si un échange révèle une impossibilité manifeste de contribuer de manière effective aux travaux, un remplacement peut être mis en œuvre via la liste de réserve.

Modalités de remplacement

Le remplacement s'effectue via la liste de réserve constituée lors de la phase de recrutement, en recherchant un profil similaire au membre remplacé au regard des critères de diversité retenus pour la composition du panel (notamment genre, tranche d'âge, localisation territoriale et autres critères pertinents) afin de préserver la diversité de l'Assemblée. Le Service Participation assure l'intégration du membre remplaçant et sa mise à niveau sur les travaux en cours.

7.4. Cycle annuel d'évaluation : reddition de comptes et définition des axes de travail

Avant les journées de travail, l'administration communale transmet à la NAH une reddition de comptes actualisée sur l'état d'avancement des projets inscrits dans la feuille de route, conformément à l'article 3. Cette reddition de comptes est la condition préalable au bon déroulement des travaux.

Sur cette base, la première des cinq journées collectives du cycle annuel est consacrée à la prise de connaissance de la reddition de comptes et à la définition des axes de travail des sous-groupes par l'ensemble des membres, validés selon le mode de décision par consentement défini à l'article 7.1.

Article 8. Méthodologie d'évaluation

L'évaluation repose sur trois critères, appliqués selon le périmètre défini à l'article 3 :

- Efficacité (tous les projets évalués) : l'efficacité mesure le degré de réalisation des projets prévus et leurs effets observables sur la vie quotidienne des habitants. Elle distingue les empêchements légitimes, circonstances extérieures à la volonté du Collège, des difficultés structurelles relevant de l'organisation ou des ressources communales ;
- Pertinence (projets engagés uniquement) : la pertinence mesure dans quelle mesure les actions répondent aux besoins du territoire. Une attention particulière est portée à l'inclusion des publics vulnérables ;
- Cohérence (projets engagés uniquement) : la cohérence évalue l'articulation des projets entre eux, l'existence de complémentarités ou de redondances, et la lisibilité globale des interventions communales.

Article 9. Sources d'information complémentaires

Afin de nourrir ses analyses, la NAH s'appuie sur les résultats de la consultation annuelle dédiée réalisée par la Commune auprès de la population auderghemoise.

Elle peut en outre recourir aux sources d'information complémentaires suivantes :

- La consultation annuelle dédiée : une enquête de satisfaction réalisée chaque année auprès de la population auderghemoise par la Commune, dont les résultats sont transmis à la NAH avant ses journées de travail ;
- Les consultations thématiques : consultations ponctuelles organisées par la Commune via sa plateforme en ligne, portant sur des sujets spécifiques en lien avec les politiques évaluées ;
- L'Apéro des Habitants : événement convivial organisé annuellement par la Commune, ouvert à tous les habitants, constituant pour la NAH une occasion de recueillir des retours directs du terrain ;
- Les actions de proximité dans les quartiers : moments informels organisés dans les quartiers, distincts des actions de la Caravane du Budget Partagé, constituant des occasions de recueillir des retours de terrain utiles aux travaux d'évaluation et à l'élaboration du mémorandum ;
- Les séances publiques et dispositifs de restitution : moments formels d'échange permettant de confronter les analyses de l'Assemblée avec les réactions et commentaires de la population.

La Commune veille à transmettre à la NAH les résultats de la consultation annuelle dédiée avant chaque journée d'évaluation.

Article 10. Livrables

À l'issue de chaque cycle annuel d'évaluation (années 2 à 5), la Nouvelle Assemblée des Habitants produit les livrables suivants, publiés sur les plateformes numériques officielles de la commune d'Auderghem dans un délai de 30 jours suivant la journée de restitution publique :

- Un tableau argumenté relatif au critère d'efficacité, listant les projets réalisés et non réalisés ainsi que les raisons associées à ces situations ;
- Des fiches d'évaluation détaillées pour les projets réalisés ou en cours (critères de pertinence et de cohérence), communiquées aux services communaux et rendues accessibles au public ;
- Un compte-rendu de la restitution au Conseil communal, inscrit à l'ordre du jour d'une séance du Conseil communal dans les meilleurs délais et, en principe, dans un délai maximal de deux mois suivant la journée de restitution publique ;
- Un compte-rendu de la restitution publique, sous forme de présentation ouverte à tous les habitants, incluant un moment d'interaction avec le Collège.

La NAH produit un mémorandum de recommandations s'appuyant sur l'ensemble de ses travaux, finalisé et rendu public conformément aux échéances prévues à l'article 2. Lorsque la réponse formelle du Collège intervient postérieurement à la publication initiale des livrables, celle-ci est ajoutée ou annexée à la publication après la restitution au Conseil communal.

Article 11. Contribution au Budget Partagé 2.0

Lors des éditions du Budget Partagé 2.0, dont le calendrier est fixé par le Collège, la Nouvelle Assemblée des Habitants définit conjointement avec le Collège, préalablement au lancement de l'appel à projets, les types de projets susceptibles de faire l'objet d'une surpondération. Cette concertation est initiée par le Service Participation selon les modalités et le calendrier prévus dans le règlement du Budget Partagé 2.0. En cas de désaccord persistant entre la NAH et le Collège sur les critères, le Collège conserve le pouvoir de décision final.

Le Collège fixe seul, préalablement au lancement de l'appel à projets, le quotient de surpondération applicable. La fixation et la publication du quotient s'opèrent conformément aux dispositions du règlement du Budget Partagé 2.0.

Les critères de surpondération retenus sont rendus publics dans l'appel à projets du Budget Partagé 2.0, afin que les porteurs en soient informés dès le dépôt de leur projet.

La NAH peut formuler des recommandations sur l'évolution des thématiques du Budget Partagé 2.0, conformément au règlement du Budget Partagé 2.0.

La NAH peut être associée aux actions de proximité organisées directement dans les quartiers dans le cadre du Budget Partagé 2.0 (ci-après : la « Caravane du Budget Partagé »). Ces moments constituent des occasions de retour direct du terrain et de contact avec les publics habituellement plus éloignés des démarches participatives.

Article 12. Rapportage et transparence

L'ensemble des travaux et livrables de la Nouvelle Assemblée des Habitants sont rendus publics et accessibles via les plateformes numériques officielles de la commune d'Auderghem.

La Commune veille à assurer la visibilité des travaux de la NAH auprès de l'ensemble de la population, notamment lors de la restitution publique annuelle.

La publication des livrables s'effectue dans le respect de la confidentialité des informations couvertes par le secret professionnel ou qualifiées de confidentielles par l'administration communale conformément à la législation sur l'accès aux documents administratifs, et des règles applicables en matière de protection des données.

Compte tenu de la taille restreinte du panel, les livrables destinés à être publiés font l'objet, avant diffusion, d'une anonymisation ou agrégation visant à prévenir tout risque de réidentification indirecte. Une relecture préalable est assurée par le Service Participation et, le cas échéant, par le DPO. Les livrables publiés ne contiennent pas de données personnelles, ni d'éléments permettant d'identifier directement ou indirectement un membre.

Article 13. Gestion des données personnelles

Lors des éditions du Budget Partagé 2.0, dont le calendrier est fixé par le Collège, la Nouvelle Assemblée des Habitants définit conjointement avec le Collège, préalablement au lancement de l'appel à projets, les types de projets susceptibles de faire l'objet d'une surpondération. Cette concertation est initiée par le Service

Participation selon les modalités et le calendrier prévus dans le règlement du Budget Partagé 2.0. En cas de désaccord persistant entre la NAH et le Collège sur les critères, le Collège conserve le pouvoir de décision final.

Le Collège fixe seul, préalablement au lancement de l'appel à projets, le quotient de surpondération applicable. La fixation et la publication du quotient s'opèrent conformément aux dispositions du règlement du Budget Partagé 2.0.

Les critères de surpondération retenus sont rendus publics dans l'appel à projets du Budget Partagé 2.0, afin que les porteurs en soient informés dès le dépôt de leur projet.

La NAH peut formuler des recommandations sur l'évolution des thématiques du Budget Partagé 2.0, conformément au règlement du Budget Partagé 2.0.

La NAH peut être associée aux actions de proximité organisées directement dans les quartiers dans le cadre du Budget Partagé 2.0 (ci-après : la « Caravane du Budget Partagé »). Ces moments constituent des occasions de retour direct du terrain et de contact avec les publics habituellement plus éloignés des démarches participatives.

Article 14. Circonstances exceptionnelles

La Commune d'Auderghem se réserve le droit d'interrompre, de modifier, d'écourter, de prolonger ou d'annuler le dispositif de la Nouvelle Assemblée des Habitants en cas de changement de circonstances imprévisible, non imputable à la Commune et rendant excessivement difficile ou impossible le fonctionnement ou la poursuite des missions de la NAH, tels qu'une pandémie, une catastrophe naturelle ou une crise grave. Sa responsabilité ne pourra être engagée de ce fait.

Article 15. Abrogation

Le présent règlement abroge et remplace :

- Le règlement relatif à l'Assemblée des Habitants d'Auderghem du 22 juin 2022 ;
- Toute disposition antérieure relative aux assemblées de quartier de la commune d'Auderghem.

Le présent règlement entre en vigueur le lendemain de son approbation par le Conseil communal.

Article 16. Disposition transitoire (législature en cours)

Pour la législature en cours, le panel est tiré au sort une seule fois pour la mandature.

À l'issue de la première période de 2 ans, il n'est pas procédé à un nouveau tirage au sort complet. Les membres qui souhaitent poursuivre leur engagement peuvent être reconduits dans les conditions prévues par le présent règlement. Les départs éventuels sont compensés au fur et à mesure via la liste de réserve, afin d'assurer la continuité des travaux, de préserver la cohérence du travail collectif et de permettre la préparation du mémorandum de fin de législature.

Le Collège arrête un calendrier pluriannuel des jalons principaux pour la durée de la législature. Il peut être adapté en cas de contraintes exceptionnelles, par délibération motivée et après information du Conseil communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

32 votants : 32 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 26 juin 2026

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Elise Willame, Marc Vandame, Didier Molders, François Lebovy, Vincianne
Lerate, Cécile Henrard, Valérie Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora
Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma, Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie,
Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid Venier, Jean-François Noël, Alan Lenglet, Victor
Kanyanzira, Edouard Brainis, Pierre Blackman, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Gabriela Banu, *Gemeenteraadslid*.

Zitting van 25.06.26

#Onderwerp : Reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem #

Openbare zitting

Burgerprojecten

De Raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid op artikel 117;

Gelet op de Algemene Beleidsverklaring 2024–2030;

Overwegende dat de gemeente Oudergem sinds meerdere jaren een actief burgerparticipatiebeleid ontwikkelt, gebaseerd op een verscheidenheid aan formats en mechanismen die tot doel hebben de betrokkenheid van de inwoners bij het lokale leven te versterken, de noden en percepties vanuit het terrein naar boven te halen en de burgers beter te betrekken bij het begrip en de evolutie van het overheidsbeleid;

Overwegende dat die dynamiek zich in de loop van de periode 2020–2025 heeft vertaald in de opzet en de begeleiding van verschillende participatieve instrumenten, waaronder de Assemblee van de Inwoners, de Wijkvergaderingen, de Gedeelde Begroting, verschillende vormen van raadpleging en buurtgerichte dialoog, alsook de ontwikkeling van een officieel participatieplatform dat het mogelijk maakt bepaalde burgerinitiatieven te centraliseren;

Overwegende dat de in Oudergem ontwikkelde participatieve mechanismen in de periode 2020–2025 tussen 8.000 en 10.000 inwoners hebben bereikt, zijnde ongeveer een derde van de volwassen bevolking van de gemeente, wat getuigt van een reële belangstelling voor de door de Gemeente gedragen participatieve trajecten en van een daadwerkelijke capaciteit om inwoners te mobiliseren rond collectieve vraagstukken;

Overwegende dat de Gemeente niettemin heeft willen overgaan tot een grondige diagnose van dit participatiebeleid, teneinde de verworvenheden ervan te consolideren en de modaliteiten ervan te laten evolueren wanneer deze onvoldoende leesbaar, inclusief of aangepast aan de nagestreefde doelstellingen bleken;

Overwegende dat deze diagnose met name berustte op een tevredenheidsenquête die bijna 700 antwoorden heeft opgeleverd, op de organisatie van een bijzondere Assemblee van de Inwoners gewijd aan de evaluatie van de participatieve mechanismen, op een internationaal colloquium, op een multidisciplinaire werkgroep waarin onderzoekers, praktijkmensen, ambtenaren, verkozenen en burgers samenkwamen, alsook op een academische validatie door de Policy Lab van de ULB;

Overwegende dat dit werk enerzijds de belangrijke verworvenheden van de bestaande mechanismen aan het licht heeft gebracht — met name hun vermogen om nuttige ruimtes voor dialoog, uitwisseling en voorstellen te creëren, om een concrete participatie van de inwoners te bevorderen en om participatie geleidelijk in de gemeentelijke praktijken te verankeren — maar anderzijds ook verschillende structurele beperkingen heeft

blootgelegd die dienden te worden overstegen;

Overwegende dat die beperkingen met name verband houden met de moeilijkheid om ondervertegenwoordigde doelgroepen duurzaam aan zich te binden, in het bijzonder jongeren, vrouwen, personen in een precaire situatie en personen van buitenlandse origine, met het gebrek aan duidelijkheid over de opdrachten, verwachtingen en handelingsmarges eigen aan elk mechanisme, met de geleidelijke uitputting van bepaalde trajecten en de concentratie van participatie bij reeds sterk geëngageerde publieken, met frustraties die verband houden met haalbaarheidsbeperkingen, uitvoeringstermijnen en budgettaire grenzen, met de versnippering van de initiatieven, gekenmerkt door een vermenigvuldiging en spreiding van mechanismen, alsook met de spanningen die kunnen ontstaan in de driehoek burgers – administratie – verkozenen;

Overwegende dat de tevredenheidsenquête ook een aanzienlijk verschil in bekendheid tussen de verschillende mechanismen heeft aangetoond, waarbij de Gedeelde Begroting door 84 % van de respondenten gekend was, tegenover 48 % voor de Assemblee van de Inwoners en 40 % voor de Wijkvergaderingen, wat de noodzaak bevestigt om de algemene architectuur van de burgerparticipatie in Oudergem te vereenvoudigen en de functie van elk instrument binnen het gemeentelijke ecosysteem beter te verduidelijken;

Overwegende dat de participatiestrategie 2026–2030 op deze diagnose antwoordt met een vereenvoudigde en beter leesbare architectuur, gebaseerd op twee onderling verbonden complementaire structurerende mechanismen, ter vervanging van een stapeling van trajecten die voor de inwoners soms onvoldoende begrijpelijk was;

Overwegende dat deze nieuwe architectuur verschillende convergerende doelstellingen nastreeft, namelijk het verduidelijken van de respectieve rol van de participatieve mechanismen, het verbeteren van hun afstemming op de administratie en de politieke besluitvorming, het versterken van de werkelijke diversiteit van de betrokken profielen, het ondersteunen van een meer continue en meer gestructureerde participatie in de tijd en het consolideren van een inclusiever, robuuster en leesbaarder gemeentelijk participatiebeleid;

Overwegende dat in dit kader de Nieuwe Assemblee van de Inwoners het structurerende mechanisme vormt voor burgerevaluatie op gemeentelijk niveau, terwijl de Gedeelde Begroting 2.0 het structurerende mechanisme vormt voor voorstellen, prioritering en burgerinvesteringen, en dat de Nieuwe Assemblee van de Inwoners niet bedoeld is om de andere vormen van participatie te vervangen, maar wel om er de evolutie en de voortzetting van te vormen, teneinde een meer continu, meer gestructureerd en beter ondersteund werk mogelijk te maken over de duur van de legislatuur;

Overwegende dat de Nieuwe Assemblee van de Inwoners tot doel heeft een mechanisme van burgerevaluatie te vormen dat complementair is aan de bestaande gemeentelijke instellingen en ondersteunend optreedt om de politieke besluitvorming te verhelfen, zonder zich in de plaats te stellen van de gemeenteraad, noch van het College, noch van het gemeentebestuur;

Overwegende dat dit mechanisme het mogelijk moet maken een collectieve burgerblik op de uitvoering van het gemeentelijk beleid te structureren, op basis van een rekening en verantwoording door de administratie, van werk in subgroepen rond prioritair geachte assen, van een openbare terugkoppeling van bevindingen en aanbevelingen en, aan het einde van de legislatuur, van de opstelling van een memorandum;

Overwegende dat een van de belangrijkste lessen uit de diagnose 2020–2025 de noodzaak is om verder te gaan dan een louter formele openstelling voor participatie en concrete mechanismen op te zetten die een reële toegankelijkheid van het instrument mogelijk maken voor inwoners met uiteenlopende profielen, met inbegrip van degenen die gewoonlijk verder af staan van participatieve trajecten;

Overwegende dat de nieuwe strategie, en in het bijzonder de Nieuwe Assemblee van de Inwoners, daartoe verschillende inclusiviteitsmaatregelen omvat, waaronder een selectie op basis van een open oproep, aangevuld met een gestratificeerde loting, acties voor mobilisering en begeleiding bij de inschrijving, één enkel kandidaatstellingsformulier dat zowel online als op papier toegankelijk is, een gerichte aanpak inzake informatieverbreiding en uitnodiging om zich kandidaat te stellen voor bepaalde ondervertegenwoordigde profielen, de mogelijkheid om aanpassingen te voorzien in verband met uurroosters, werktaal, toegankelijkheid, mobiliteit en ouderschap, alsook een forfaitaire onkostenvergoeding ter ondersteuning van de daadwerkelijke deelname van de leden;

Overwegende dat de samenstelling van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners de diversiteit van de bevolking van Oudergem beoogt, zonder een strikte statistische representativiteit na te streven, en dat zij rekening moet kunnen houden met verschillende betekenisvolle kenmerken van de bevolking, met name op

het vlak van gender, leeftijd, opleidingsniveau, beroepssituatie, type huishouden en gezinslast, verblijfsduur, type woning en territoriale spreiding;

Overwegende dat het reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem tot doel heeft het algemene kader van het mechanisme vast te leggen, zijn leidende beginselen, zijn opdrachten, zijn samenstelling, zijn werking, zijn deliverables, zijn transparantiemechanismen alsook zijn algemene waarborgen;

Overwegende dat het noodzakelijk is gebleken het mechanisme van een eigen, duidelijk en gestructureerd reglementair kader te voorzien, teneinde de leesbaarheid ervan voor de inwoners, de verkozenen en de diensten te verzekeren, de werking ervan juridisch te verankeren en een stabiel kader te waarborgen voor de uitvoering ervan gedurende de hele legislatuur;

Overwegende dat de gedetailleerde modaliteiten van het selectieproces, van de samenstelling van de reservelijst en van de verwerking van persoonsgegevens het voorwerp uitmaken van een afzonderlijk reglement betreffende de selectie van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners, dat in een afzonderlijk agendapunt aan de gemeenteraad wordt voorgelegd;

Overwegende dat, gelet op de planning voor de vaststelling van de agenda van de volgende gemeenteraad, het aangewezen is het reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem goed te keuren;

Besluit hetgeen volgt:

Reglement betreffende de Nieuwe Assemblee van de Inwoners van Oudergem

Artikel 1. Leidende beginselen

In het kader van de participatiestrategie 2026-2030 zijn de leidende beginselen van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners:

- Het vertrouwen en de banden tussen burgers, de overheid en verkozenen versterken;
- De gemeentelijke beleidsvoering versterken met een visie die verankerd is in de dagelijkse realiteit van de inwoners;
- Mee het overheidsoptreden bepalen en evalueren op basis van de reële behoeften en verwachtingen van de inwoners;
- De diversiteit in burgerparticipatie bevorderen, met name door inwoners te bereiken die minder vertrouwd zijn met de participatieve mechanismen.

Deze beginselen vormen de leidraad voor de organisatie van de werking en voor de uitwerking van de deliverables waarin dit reglement voorziet.

Artikel 2. Opdracht van de nieuwe assemblee van de inwoners

De Nieuwe Assemblee van de Inwoners heeft drie kerntaken:

Evaluatie van het gemeentelijk beleid

De NAI evalueert jaarlijks de uitvoering van de roadmap van de Algemene Beleidsverklaring (ABV) Met 'roadmap' bedoelen we het operationele document dat is goedgekeurd door het College, met daarin de in geplande acties en projecten gegoten engagementen van de ABV, en dat ten minste één keer per jaar vóór de werkdagen van de NAI wordt bijgewerkt. De roadmap wordt gedateerd, geversioneerd en voor het publiek toegankelijk gemaakt via de officiële kanalen van de gemeente; elke update wordt in het kader van rekening en verantwoording megedeeld aan de NAI.

Het toepassingsgebied van deze evaluatie wordt duidelijk afgebakend in artikel 3, de methode komt aan bod in artikel 8 en artikel 10 beschrijft de deliverables. De evaluatie voegt aan de werkzaamheden van het bestuur een burgerperspectief toe dat gestoeld is op de perceptie, behoeften en verwachtingen van de inwoners.

Formuleren van aanbevelingen

Aan het einde van de legislatuur stelt de NAI een memorandum op met een samenvatting van haar bevindingen en aanbevelingen.

Dit memorandum wordt uiterlijk op 31 maart van het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen afgerond en openbaar gemaakt, en in ieder geval ten minste zes maanden voor de officiële datum van de stemming, zodat het openbaar is zonder de verkiezingscampagneperiode te verstoren.

Bijdrage aan de Gedeelde Begroting 2.0

Bij de opmaak van de Gedeelde Begroting 2.0, waarvan het college het tijdschema vastlegt, helpt de NAI het college met het bepalen van de soorten projecten die extra weging krijgen. Alleen het College stelt de

toepasselijke wegingsfactor vast.

De 'wegingsfactor' is de coëfficiënt, tussen 1 en 2, waarmee de stemmen worden vermenigvuldigd die zijn behaald door projecten die beantwoorden aan de vastgestelde wegingscriteria, volgens de bepalingen in het reglement betreffende de Gedeelde Begroting 2.0. Een quotiënt van 2 komt overeen met het toegelaten maximum (100%), d.w.z. een verdubbeling van de stemmen.

De NAI ondersteunt de politieke besluitvorming. Ze vervangt in geen geval de gemeenteraad, het college of het gemeentebestuur.

De deliverables van de NAI zijn adviserend van aard. Het college zal een formeel antwoord geven op de bevindingen en aanbevelingen van de NAI wanneer die verslag uitbrengt aan de gemeenteraad, en daarbij aangeven welk gevolg ze van plan is eraan te geven.

Artikel 3. Perimeter van de evaluatie

De evaluatieopdracht van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners heeft betrekking op:

- De roadmap van de Algemene Beleidsverklaring (ABV), in het bijzonder de structurerende projecten en acties van de legislatuur en de politieke engagementen die expliciet in dit document zijn opgenomen;
- De activiteitenverslagen van de verschillende gemeentediensten, als aanvullende informatiebronnen.

Worden niet geëvalueerd: directe dienstverlening aan de burger (zoals audits van het type 'mystery shopping').

De beoordeling is evolutief: projecten die initieel niet gepland waren, kunnen tijdens de legislatuur opduiken en opgenomen worden in de roadmap, zolang ze aansluiten bij de bestaande prioriteiten van de ABV. De NAI evalueert de roadmap zoals die op een gegeven moment is, inclusief projecten die in de loop van het mandaat worden geïntegreerd.

Het gemeentebestuur bezorgt de NAI een bijgewerkt verantwoordingsverslag over de voortgang van de projecten die zijn opgenomen in het draaiboek, en dit vóór de eerste jaarlijkse werkdag en, indien van toepassing, vóór elke evaluatiedag van de subgroep. Dit verantwoordingsverslag is een voorwaarde voor een vlot verloop van de evaluatie.

Artikel 4. Samenstelling van de nieuwe assemblee van de inwoners

De Nieuwe Assemblee van de Inwoners bestaat uit 33 burgers van Oudergem.

De samenstelling ervan beoogt veeleer de diversiteit van de bevolking van Oudergem dan een strikte statistische representativiteit. Zij weerspiegelt zoveel mogelijk de verschillende sociodemografische profielen van de gemeente, met name wat betreft gender (vrouwen/mannen), leeftijd, opleidingsniveau, type huishouden, aantal kinderen ten laste, type woning, verblijfsduur, participatietalen en territoriale spreiding.

Zonder een strikte statistische representativiteit na te streven, moet de samenstelling van het panel toelaten rekening te houden met de diversiteit van de betekenisvolle kenmerken van de bevolking van Oudergem en mag geen enkele van de volgende categorieën worden uitgesloten:

- genderdiversiteit (vrouwen/mannen);
- leeftijdscategorieën;
- opleidingsniveaus;
- beroepssituaties;
- types van huishouden en aantal kinderen ten laste;
- verblijfsduur in Oudergem;
- woningtypes;
- participatietalen;
- territoriale spreiding (wijk/sector).

Het spreekt voor zich dat eenzelfde lid tot meerdere categorieën kan behoren. Voor de toepassing van dit reglement wordt de territoriale ligging beoordeeld op basis van de statistische sectoren in de zin van Statbel, zoals die door het BISA op het niveau van het Brussels Gewest worden gebruikt.

De diversiteit van het panel wordt nagestreefd door middel van een gestratificeerde loting onder de vrijwillige kandidaturen, aangevuld met mobiliseringsacties en, in voorkomend geval, met een gerichte aanpak voor de verspreiding van informatie en de uitnodiging om zich kandidaat te stellen.

De leden worden aangewezen volgens drie complementaire modaliteiten:

- een gestratificeerde loting onder de personen die zich vrijwillig hebben ingeschreven naar aanleiding van een open oproep, volgens de criteria inzake sociodemografische diversiteit die zijn vastgelegd in het reglement betreffende de werving van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners;
- een geïndividualiseerde mobilisering, teneinde burgers te bereiken die minder geneigd zijn spontaan op de oproep in te gaan;
- een gerichte aanpak inzake informatieverspreiding en uitnodiging om zich kandidaat te stellen wanneer bepaalde bevolkingscategorieën of bepaalde zones van het gemeentelijk grondgebied ondervertegenwoordigd blijven, overeenkomstig de modaliteiten voorzien in het reglement betreffende de werving van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners.

Bepaalde sociodemografische variabelen die worden gebruikt ter ondersteuning van de diversiteit (met name woningtype, samenstelling van het huishouden en verblijfsduur) kunnen een risico op stigmatisering inhouden indien zij zouden worden verspreid of voor andere doeleinden zouden worden gebruikt. Bijgevolg zijn deze variabelen uitsluitend toegankelijk voor de daartoe gemachtigde gemeentelijke personeelsleden van de Dienst Participatie en worden zij enkel gebruikt met het oog op de samenstelling van het panel (stratificatie/diversiteit). Zij worden noch gepubliceerd, noch meegedeeld aan de leden van de Assemblee, noch gedeeld met derden, behoudens wettelijke verplichting.

De leden van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners worden aangewezen voor een eerste mandaat van 2 jaar. Na afloop van deze periode kunnen de leden die hun engagement wensen voort te zetten, opnieuw worden aangewezen, met een maximum van twee hernieuwingen over de hele legislatuur. Er wordt niet overgegaan tot een volledige vernieuwing van het panel na afloop van elke periode van 2 jaar. Eventuele vertrekken worden geleidelijk opgevangen via de reservelijst, teneinde de continuïteit van de werkzaamheden te waarborgen, de samenhang van het collectieve werk te behouden en de voorbereiding van het memorandum op het einde van de legislatuur mogelijk te maken.

De Assemblee streeft naar pariteit tussen vrouwen en mannen.

Elk lid is verplicht aan de Dienst Participatie elke situatie van een mogelijk belangenconflict te melden (rechtstreeks persoonlijk belang, familiale of professionele band met een geëvalueerd project, enz.) en zich terug te trekken uit het onderzoek van de betrokken kwestie. In geval van twijfel over het bestaan van een belangenconflict beoordeelt de Dienst Participatie, na overleg met het betrokken lid, of een terugtrekking noodzakelijk is om de integriteit van de werkzaamheden te vrijwaren.

Gemeenteraadsleden, OCMW-raadsleden, leden van het College, ministers en parlementsleden kunnen geen lid zijn van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners.

Wanneer de Nieuwe Assemblee van de Inwoners collectief optreedt als projectdrager binnen een ander gemeentelijk participatief instrument, neemt zij niet deel aan de uitwisselingen, aanbevelingen of standpuntbepalingen die specifiek betrekking hebben op dat project. De Dienst Participatie organiseert de nodige modaliteiten om elk collectief belangenconflict te voorkomen.

Artikel 5. Loting en selectie

De leden voor de Nieuwe Assemblee van de Inwoners worden geselecteerd aan de hand van een open oproep tot kandidaatstelling, een gestratificeerde loting onder de ingeschreven kandidaten, een reservelijst en, indien nodig, aanvullende methodes van mobilisering en informatieverstrekking, allemaal met het oog op een zo divers mogelijk panel.

De modaliteiten van deze procedure, inclusief inschrijvingsvoorwaarden, het enige inschrijvingsformulier, de stratificeringscriteria, de samenstelling van de reservelijst, het beheer van de vervangingen en de toepasselijke regels voor de verwerking van persoonsgegevens, staan in het reglement betreffende de selectie voor de Nieuwe Assemblee van de Inwoners dat is goedgekeurd door de gemeenteraad.

Selectie gebeurt door vrijwillige inschrijving. De gemeente maakt voor deze selectieprocedure geen gebruik van de bevolkingsregisters om een specifieke groep te creëren en op naam uit te nodigen, behoudens een wijziging van dit reglement en van het selectiereglement, zoals goedgekeurd door de Gemeenteraad.

Artikel 6. Planning voor de legislatuur

De Nieuwe Assemblee van de Inwoners wordt georganiseerd over de duur van de legislatuur volgens de volgende kalender. Het College stelt een meerjarige planning vast van de voornaamste mijlpalen voor de volledige legislatuur; de praktische modaliteiten worden vooraf aan de leden meegedeeld:

- Bij de aanvang van de legislatuur: oproep tot kandidaturen (met name via een huis-aan-huisbedeling), vrijwillige inschrijving, loting, installatie en opleiding van de leden;

- Tijdens de duur van de legislatuur: jaarlijkse evaluatiecyclus bestaande uit vijf collectieve werkdagen: één dag gewijd aan de kennisneming van de verantwoording en aan de bepaling van de werkassen door alle leden, drie evaluatiedagen georganiseerd in subgroepen (één dag per subgroep) en één openbare restitutedag die openstaat voor alle leden. Elk lid neemt deel aan drie van deze vijf dagen: de dag waarop de werkassen worden bepaald, de evaluatiedag van zijn of haar subgroep en de openbare restitutedag;
- Memorandum: uiterlijk op 31 maart van het jaar van de gemeenteraadsverkiezingen afgerond en openbaar gemaakt, en in ieder geval ten minste zes maanden vóór de officiële datum van de stemming, overeenkomstig artikel 2.

Deze kalender kan door het College worden aangepast in geval van uitzonderlijke omstandigheden, bij met redenen omklede beraadslaging en na kennisgeving aan de Gemeenteraad.

Artikel 7. Werking

7.1. Ritme en organisatie van de werkzaamheden

De Nieuwe Assemblee voor de Inwoners heeft elk jaar vijf werkdagen:

- een dag om het verantwoordingsverslag door te nemen en de werkpijlers te bepalen;
- drie dagen voor evaluatie, georganiseerd in subgroepen (één dag per subgroep);
- een dag met openbare terugkoppeling over de bevindingen en aanbevelingen.

Aangezien de evaluatieopdracht in subgroepen wordt georganiseerd, neemt elk lid deel aan de dag gewijd aan de bepaling van de werkassen, aan de evaluatiedag van de subgroep waartoe het behoort en aan de openbare restitutedag, met name drie dagen per jaarlijkse cyclus.

Elke subgroep buigt zich over een afzonderlijke werkpijler, volgens het in artikel 3 omschreven toepassingsgebied. Tijdens de installatievergadering bepalen de NAI-leden hun praktische organisatorische modaliteiten (communicatiekanalen en rolverdeling) binnen de Assemblee. Deze elementen zijn praktische organisatorische modaliteiten en vormen geen afzonderlijk reglement dat losstaat van dit reglement.

Binnen de NAI gebeurt besluitvorming bij instemming. Elk fundamenteel bezwaar moet schriftelijk worden ingediend door het betrokken lid, met motivering. In het geval van aanhoudend bezwaar na een tweede ronde van beraadslagingen, legt de Dienst Participatie het meningsverschil vast in de notulen en wordt het werk voortgezet met vermelding van dit standpunt. Bevindingen en aanbevelingen worden formeel gedocumenteerd (notulen of samenvatting), met vermelding van afwijkende standpunten.

De Dienst Participatie zorgt voor het goede verloop van de werkzaamheden van de Assemblee, met respect voor haar neutraliteit en onafhankelijkheid.

7.2. Opleiding en inclusie

Vóór de eerste jaarlijkse evaluatiecyclus nemen de leden deel aan een installatiesessie die een voorafgaande opleiding met het oog op de opname van hun functie omvat, met name over de opdrachten van de NAI, het methodologische evaluatiekader, de besluitvorming bij consent en de werking van het gemeentelijk beleid. Deze installatiesessie vindt slechts één keer plaats, bij de opstart van de regeling. Leden die in de loop van de legislatuur worden gerekruteerd, krijgen een bijscholing georganiseerd door de Dienst Participatie.

Aan elk lid wordt een forfaitaire onkostenvergoeding toegekend voor zijn of haar daadwerkelijke aanwezigheid op elke werkdag, teneinde de kosten en beperkingen verbonden aan de deelname te compenseren (verplaatsingen, gezinsorganisatie). Zij wordt niet uitbetaald in geval van afwezigheid, zelfs indien die gerechtvaardigd is. Het bedrag wordt door het College forfaitair vastgesteld, met inachtneming van het wettelijke plafond dat van toepassing is op vrijwilligersvergoedingen en van de toepasselijke wettelijke en reglementaire bepalingen.

Om de inclusiviteit van het proces te waarborgen en de daadwerkelijke deelname van alle leden te vergemakkelijken, kunnen door de Dienst Participatie aanpassingen worden getroffen in functie van de vastgestelde behoeften (met name inzake uurroosters, werktaal, toegankelijkheid, mobiliteit en ouderschap), binnen de grenzen van de beschikbare middelen en volgens de modaliteiten die in voorkomend geval door het College worden vastgesteld.

7.3. Aanwezigheid, continuïteit en vervangingen

Aanwezigheid bij de installatievergadering en opleiding is vereist. Als iemand voor meer dan de helft van de duur van een vergadering afwezig is, wordt dat beschouwd als een onvolledige deelname. Bij ongerechtvaardigde afwezigheid of bovengenoemde onvolledige deelname voor deze

installatievergaderingen, kan het lid vervangen worden, behoudens uitzonderlijke redenen zoals bepaald door de Dienst Participatie.

Opvolging van aanwezigheid tijdens het mandaat

Effectieve deelname aan de werkzaamheden is essentieel voor de continuïteit en kwaliteit van de resultaten van de Assemblee. Afwezigheid op werkdagen waarvoor de leden worden opgeroepen, wordt individueel opgevolgd door de Dienst Participatie.

Bij herhaalde ongerechtvaardigde afwezigheid, in het bijzonder twee of meer ongerechtvaardigde afwezigheden tijdens het mandaat, kan de Dienst Participatie een vervanger voorstellen om de continuïteit van de werkzaamheden te waarborgen. In de mate van het mogelijke wordt vóór elke vervanging een voorafgaand gesprek georganiseerd met het betreffende lid om de hindernissen te begrijpen en oplossingen te identificeren. Het betreffende lid wordt schriftelijk op de hoogte gesteld van de beslissing tot vervanging en de redenen daarvoor.

Gerechtvaardigde afwezigheden en continuïteitsmechanisme

Belangrijke familiale redenen of dwingende professionele redenen worden als gerechtvaardigd beschouwd en moeten zoveel mogelijk worden meegedeeld aan de Dienst Participatie.

Er worden geen medische bewijsstukken, certificaten of gezondheidsgegevens verzameld noch bewaard. Een afwezigheid wordt enkel aangegeven met "gerechtvaardigd afwezig / ongerechtvaardigd afwezig" voor de opvolging van deelname.

De forfaitaire vergoeding wordt niet betaald voor een dag waarop men afwezig is.

Om de impact van een eventuele afwezigheid op de continuïteit van het werk te beperken, kan een continuïteitsmechanisme worden ingesteld door de Dienst Participatie, volgens de modaliteiten die deze dienst gepast acht in het licht van de situatie.

Als het lid aangeeft dat hij of zij niet in staat is om door te gaan, of als uit een gesprek blijkt dat hij of zij duidelijk niet in staat is om effectief bij te dragen aan het werk, kan via de reservelijst een vervanger aangeduid worden.

Modaliteiten voor vervanging

Vervangingen gebeuren op basis van de reservelijst die is opgesteld tijdens de selectiefase. Er wordt gezocht naar een profiel vergelijkbaar met dat van het lid dat wordt vervangen (geslacht, leeftijdscategorie, wijk waar hij/zij woont, selectiemethode, enz.) om de diversiteit van de Assemblee te behouden. De Dienst Participatie is verantwoordelijk voor de integratie van het vervangende lid en moet hem of haar op de hoogte brengen van lopende zaken.

7.4. Jaarlijkse evaluatiecyclus: verantwoordingsverslag en definitie van werkpijlers

Voorafgaand aan de werkdagen stuurt de gemeente de NAI een bijgewerkt verantwoordingsverslag over de voortgang van de projecten in de roadmap, in overeenstemming met artikel 3. Dit verantwoordingsverslag is een voorwaarde om de werkzaamheden vlot te laten verlopen.

Op die basis is de eerste van de vijf collectieve werkdagen van de jaarlijkse cyclus gewijd aan de kennisneming van de verantwoording en aan de bepaling van de werkassen van de subgroepen door alle leden, welke worden gevalideerd volgens de in artikel 7.1 bepaalde besluitvorming bij consent.

Artikel 8. Evaluatiemethode

Voor de evaluatie zijn er drie criteria, die worden toegepast overeenkomstig het in artikel 3 gedefinieerde toepassingsgebied:

- Doeltreffendheid (alle geëvalueerde projecten): doeltreffendheid meet de mate waarin geplande projecten zijn gerealiseerd en hun waarneembare effecten op het dagelijkse leven van bewoners. Daarbij wordt een onderscheid gemaakt tussen legitieme belemmeringen, die ontstaan buiten de wil van het college, en structurele problemen die verband houden met de gemeentelijke organisatie of middelen;
- Relevantie (alleen lopende projecten): relevantie meet de mate waarin de acties tegemoetkomen aan de behoeften van het gebied. Er wordt bijzondere aandacht geschonken aan de inclusie van kwetsbare groepen;
- Coherentie (alleen lopende projecten): coherentie evalueert de relatie tussen projecten, of ze elkaar aanvullen of overlappen, en de algemene zichtbaarheid van gemeentelijke interventies.

Artikel 9. Aanvullende informatiebronnen

Ter ondersteuning van haar analyses steunt de NAI op de resultaten van de jaarlijkse raadpleging die door de

Gemeente wordt georganiseerd bij de bevolking van Oudergem.

De NAI kan ook voor haar analyses putten uit de volgende informatiebronnen:

- De specifieke jaarlijkse raadpleging: een tevredenheidsenquête die de gemeente elk jaar organiseert onder de bevolking van Oudergem en waarvan de resultaten naar de NAI worden gestuurd vóór haar werkdagen;
- Thematische raadplegingen: raadplegingen die de gemeente via haar onlineplatform organiseert over specifieke onderwerpen die verband houden met het geëvalueerde beleid;
- De Aperó van de Inwoners: een gezellig evenement dat de gemeente jaarlijks organiseert voor alle bewoners, en waar de NAI rechtstreeks bij de bevolking feedback kan verzamelen;
- Lokale activiteiten in de wijken: informele evenementen in de wijken, los van de activiteiten van de Karavaan van de Gedeelde Begroting, en een gelegenheid om feedback te verzamelen die nuttig zal zijn voor de evaluatiewerkzaamheden en het opstellen van het memorandum;
- Openbare sessies en mechanismen voor terugkoppeling: formele uitwisselingsmomenten om de analyses van de Assemblee te toetsen aan reacties en opmerkingen van de bevolking.

De gemeente zorgt ervoor dat de resultaten van de specifieke jaarlijkse raadpleging vóór elke evaluatiedag aan de NAI worden bezorgd.

Artikel 10. Deliverables

Aan het einde van elke jaarlijkse evaluatiecyclus (jaren 2 tot 5) zal de Nieuwe Assemblee van de Inwoners de volgende deliverables produceren, die binnen de 30 dagen na de dag van openbare terugkoppeling zullen worden gepubliceerd op de officiële digitale platformen van de gemeente Oudergem:

- Een onderbouwde tabel betreffende het criterium van doeltreffendheid, met daarin de gerealiseerde en niet-gerealiseerde projecten en de respectievelijke redenen daarvoor;
- Gedetailleerde evaluatiefiches voor gerealiseerde of lopende projecten (criteria van relevantie en coherentie), overgedragen aan de gemeentediensten en toegankelijk gemaakt voor de bevolking;
- Een verslag over de terugkoppeling naar de gemeenteraad, genoteerd op de agenda van een vergadering van de gemeenteraad binnen drie maanden na de dag van openbare terugkoppeling;
- Een verslag van de openbare terugkoppeling, in de vorm van een presentatie die toegankelijk is voor alle inwoners, inclusief een moment van interactie met het college.

De NAI stelt een memorandum van aanbevelingen op dat steunt op het geheel van haar werkzaamheden en dat wordt afgerond en openbaar gemaakt overeenkomstig de in artikel 2 vastgelegde termijnen. Wanneer het formele antwoord van het College na de initiële publicatie van de documenten wordt gegeven, wordt dit na de voorstelling aan de gemeenteraad aan de publicatie toegevoegd of als bijlage toegevoegd.

Artikel 11. Bijdrage aan de gedeelde begroting 2.0

Tijdens de edities van de Gedeelde Begroting 2.0, waarvan de kalender door het College wordt vastgesteld, bepaalt de Nieuwe Assemblee van de Inwoners gezamenlijk met het College, voorafgaand aan de lancering van de projectoproep, welke soorten projecten in aanmerking kunnen komen voor een hogere weging. Dit overleg wordt opgestart door de Dienst Participatie volgens de modaliteiten en de kalender die zijn vastgelegd in het reglement van de Gedeelde Begroting 2.0. In geval van blijvende onenigheid tussen de NAI en het College over de criteria, behoudt het College de uiteindelijke beslissingsbevoegdheid.

Het College stelt alleen, voorafgaand aan de lancering van de projectoproep, de toepasselijke wegingscoëfficiënt vast. De vaststelling en de bekendmaking van deze coëfficiënt gebeuren overeenkomstig de bepalingen van het reglement van de Gedeelde Begroting 2.0.

De weerhouden criteria voor hogere weging worden openbaar gemaakt in de projectoproep van de Gedeelde Begroting 2.0, zodat de projectindieners daarvan op de hoogte zijn vanaf de indiening van hun project.

De NAI kan aanbevelingen formuleren over de evolutie van de thema's van de Gedeelde Begroting 2.0, overeenkomstig het reglement van de Gedeelde Begroting 2.0.

De NAI kan worden betrokken bij de nabijheidsacties die rechtstreeks in de wijken worden georganiseerd in het kader van de Gedeelde Begroting 2.0 (hierna: de "Karavaan van de Gedeelde Begroting"). Deze momenten vormen gelegenheden voor rechtstreekse terugkoppeling vanuit het terrein en voor contact met publieken die gewoonlijk verder af staan van participatieve trajecten.

Artikel 12. Rapportage en transparantie

Al het werk en de deliverables van de Nieuwe Assemblee van de Inwoners worden openbaar gemaakt en zijn toegankelijk via de officiële digitale platformen van de gemeente Oudergem.

De gemeente zorgt ervoor dat het werk van de NAI zichtbaar is voor het grote publiek, met name tijdens de jaarlijkse openbare terugkoppeling.

De deliverables worden gepubliceerd met respect voor de vertrouwelijkheid van informatie die valt onder het beroepsgeheim of die als vertrouwelijk is geclassificeerd door het gemeentebestuur in overeenstemming met de wetgeving inzake toegang tot administratieve documenten en de regels die van toepassing zijn op gegevensbescherming.

Gezien de beperkte omvang van het panel worden voor publicatie bestemde deliverables vóór verspreiding geanonimiseerd of samengevoegd om elk risico op indirecte heridentificatie te voorkomen. De Dienst Participatie en in voorkomend geval de DPO staan in voor een voorafgaande herlezing. De gepubliceerde deliverables bevatten geen persoonsgegevens of elementen waarmee een lid rechtstreeks of onrechtstreeks geïdentificeerd kan worden.

Artikel 13. Beheer van persoonsgegevens

Rechtsgrond: artikel 6(1)(e) van de AVG — verwerking die noodzakelijk is voor de vervulling van een taak van algemeen belang of in het kader van de uitoefening van het openbaar gezag dat aan de gemeente werd toegekend. Dit reglement, dat is aangenomen door de gemeenteraad, regelt de uitvoering van het mechanisme en de bijbehorende gegevensverwerking.

Voor elke vraag of klacht met betrekking tot de verwerking van zijn of haar persoonsgegevens kan de betrokken persoon zich wenden tot de gegevensbeschermingsfunctionaris van de gemeente Oudergem.

De gedetailleerde modaliteiten van de selectieprocedure voor NAI-leden, van de samenstelling van de reservelijst en van de verwerking van persoonsgegevens staan in het reglement betreffende de selectie voor de Nieuwe Assemblee van de Inwoners dat de gemeenteraad heeft goedgekeurd.

Alle informatie over gegevensverwerking (privacyverklaring), inclusief informatie die van toepassing is bij indirecte verzameling in het kader van gerichte informatieverstrekking, is beschikbaar via de officiële kanalen van de gemeente, met name op de speciale pagina "NAI – AVG" van het officiële participatieplatform.

Elke substantiële wijziging in de verwerkingsmethoden, in het bijzonder met betrekking tot de doeleinden, gegevenscategorieën, ontvangers, bewaartermijnen of wettelijke grondslagen, wordt vooraf gemeld aan de gemeenteraad en meegedeeld aan de betrokkenen in overeenstemming met de AVG.

Conform artikel 35 van de AVG wordt er een gegevensbeschermingseffectbeoordeling uitgevoerd voorafgaand aan de operationele uitvoering van het NAI-mechanisme, inclusief de componenten voor de selectie, werking, betaling van vergoedingen, publicatie van deliverables en, indien van toepassing, foto/video-opnames. Bij wezenlijke wijzigingen aan de verwerking wordt deze beoordeling bijgewerkt.

Het maken van identificeerbare foto's/video's voor communicatiedoeleinden tijdens NAI-activiteiten, moet meegedeeld worden en er moet afzonderlijk en optioneel toestemming voor gegeven worden. Weigering of intrekking van deze toestemming heeft geen invloed op uw deelname aan de NAI. De modaliteiten daarvoor staan in de privacyverklaring en/of een specifiek toestemmingsformulier.

Artikel 14. Uitzonderlijke omstandigheden

De gemeente Oudergem behoudt zich het recht voor om de Nieuwe Assemblee van de Inwoners op te schorten, te wijzigen, in te korten, te verlengen of te annuleren in geval van onvoorziene omstandigheden buiten de wil van de gemeente, die de werking of de voortzetting van het werk van de NAI te moeilijk of onmogelijk maken, zoals een pandemie, een natuurramp of een ernstige crisis. Zij kan daarvoor niet aansprakelijk worden gesteld.

Artikel 15. Opheffing

Dit reglement leidt tot de opheffing en herroeping van:

- Het reglement betreffende de Assemblee van de Inwoners van Oudergem van 22 juni 2022;
- Alle vroegere bepalingen met betrekking tot de wijkvergaderingen in de gemeente Oudergem.

Dit reglement treedt in werking de dag na goedkeuring door de gemeenteraad.

Artikel 16. Overgangsbepaling (huidige legislatuur)

Voor de huidige legislatuur wordt het panel slechts een keer per ambtsperiode door loting samengesteld. Eventuele vervanging vindt plaats wanneer dat nodig is via de reservelijst, om de continuïteit van het werk en de voorbereiding van het memorandum te waarborgen.

Na afloop van de eerste periode van 2 jaar wordt geen nieuwe volledige loting georganiseerd. De leden die hun engagement wensen voort te zetten, kunnen worden hernieuwd onder de voorwaarden bepaald in dit reglement. Eventuele vertrekken worden geleidelijk opgevangen via de reservelijst, om de continuïteit van de werkzaamheden te verzekeren, de samenhang van het collectieve werk te bewaren en de voorbereiding van het memorandum aan het einde van de legislatuur mogelijk te maken.

Het college zal een meerjarenplanning opstellen met belangrijke mijlpalen voor de hele legislatuur. Dit kan in geval van uitzonderlijke beperkingen worden aangepast, bij gemotiveerde beslissing en na kennisgeving aan de Gemeenteraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 26 juni 2026

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos